

Pour son premier anniversaire,

Révolution

vous invite à participer au débat

“ LES INTELLECTUELS ET LE CHANGEMENT ”

avec

Claude POPEREN Membre du Bureau politique du P.C.F.

Jack RALITE Membre du Comité central, député

sous la présidence de

MAURICE ROCHER

Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F.

NANTES

«Nuit bleue» du PCF contre l'intérim

Dans la nuit de dimanche à lundi, plus de trente agences de travail intérimaire ont été recouvertes d'affiches. Cette « nuit bleue » contre ces négriers des temps modernes constitue le point de départ d'une lutte pour mettre :

« L'INTERIM
HORS LA LOI »

En 1978, un million de travailleurs ont transité par le travail temporaire. Depuis cette date, leur nombre s'est accru de 30 %. Deux intérimaires sur trois sont des ouvriers, 55 % sont des jeunes de moins de vingt-

tempérides dans le bâtiment, pas de surveillance médicale pour les travaux dangereux. Les patrons ne leur reconnaissent un seul droit : celui de se taire.

Les agences d'intérim se nourrissent du chômage et de la misère. A Nantes, leur nombre s'accroît sans cesse (cinquante agences intérimaires actuellement). La bourgeoisie nantaise qui a connu d'immenses fortunes autrefois en pratiquant le trafic d'ébène entre l'Afrique et l'Amérique n'oublie pas ses traditions pour continuer sous une autre forme l'esclavage.

Le P.C.F. est opposé



Le comité de ville du P.C.F. de Nantes, « fori de cette première action, est décidé à poursuivre pour marquer un coup d'arrêt à cette forme de travail. Il entend développer en ce sens de multiples actions pour que soient titularisés dans les entreprises les intérimaires, va-

catiaires, temporaires, les travailleurs hors statuts et hors conventions collectives, les stagiaires et apprentis en fin de contrat. Quant aux entreprises de travail temporaire et d'intérim, il s'agit d'aller vers leur suppression. Vivre de son travail, c'est le premier des droits ».

73-74-54 **R.M.O.** TRAVAIL TEMPORAIRE

39 rue de la République - Nantes

Productions françaises

IMPOTS pour les travailleurs MOINS

cinq ans, plus de 60 % n'ont pas de qualification professionnelle.

Pour eux, les conditions de travail sont aggravées : horaires plus longs, accidents deux fois plus nombreux. Pour eux, pas de conventions collectives, pas de primes d'in-

terimaires ou stagiaires. Le fleau est si important que nous en connaissons chacun plutôt dix qu'un ! C'est là la plus grande tare de ce régime des nantis qui refuse aux jeunes de devenir des travailleurs, qui plonge leur vie dans une impasse.

Pas un hasard que le premier objectif de lutte de Georges Marchais soit de leur rendre leur vie et leur avenir par un métier et un emploi stable. Le candidat du plein emploi sait ce que changer veut dire pour ces jeunes.

D'ailleurs, quel chômeur peut être contre la création de 500 000 emplois par an ? Quel jeune sans formation désapprouve d'avoir les moyens d'apprendre un vrai métier ? Quel intérimaire ne préférerait pas avoir un bon travail stable et intéressant ?

Poser ces questions revient à dire que Georges Marchais est bien leur candidat. Tout le reste n'est que brouillard et embûches mis par les autres pour les empêcher d'y voir clair et d'agir.

C'est là que chaque communiste, vignette du 10 avril à la main, devient un anti-brouillard qui autour de lui gagne un, deux, trois... dix jeunes à faire leurs propositions de Georges Marchais, à soutenir leur candidat.

Et alors, ils seront des milliers qui prendront le chemin de la lutte pour changer, celui qui mène au plein emploi, en passant le 10 avril par le chapiteau, place de la Petite-Hollande, à Nantes, et le 26 par le vote Georges Marchais.

VERS LES 3000 LIVRES POUR LE 15 MARS

2 250 « Espoir au présent » vendus à ce jour sur le département, c'est un premier résultat qui montre l'intérêt porté au livre de Georges Marchais. Ceci dit, nos ambitions sont beaucoup plus gran-

des. En effet, le livre du candidat communiste à l'élection présidentielle pose avec force et clarté la question du choix de société et engage le débat de fond que Giscard, Mitterrand et Chirac refusent.

« L'Espoir au présent » permet aussi de comprendre le caractère cohérent de classe de nos 131 propositions et le bien fondé de nos positions sur le logement des travailleurs immigrés, la drogue, l'intérim, etc.

Aussi, dans cette période de lutte de classe intense, il s'agit plus que jamais de redoubler d'effort dans la diffusion de ce livre pour le mettre dans les mains de milliers de travailleurs, d'électeurs communistes, dans les mains de tous les adhérents qui ne l'ont pas encore lu.

Dans ce sens, les secrétaires de section à la propagande, réunis le 26 février, ont décidé d'appeler les cellules à développer leurs efforts pour porter à 3 000 exemplaires la diffusion de « L'Espoir au présent » le 15 mars, soit 750 nouveaux exemplaires.

Cela suppose pour chaque cellule d'organiser la vente du livre dans la préparation et la tenue des assemblées populaires et réunions publiques ; de relancer la diffusion à l'intérieur des entreprises, et de tenir au moins une initiative publique de vente (entreprise, porte à porte) avant le 15 mars.

LOIRE ATLANTIQUE les nouvelles

HEBDOMADAIRE DEPARTEMENTAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
N° 165 — 5 MARS 1981 — PRIX 1 F

LA MEILLEURE RÉPONSE A L'ANTICOMMUNISME D'OUEST-FRANCE,

le 10 avril avec Georges Marchais par milliers, pour le changement

Le 10 avril, Georges Marchais, candidat de l'espoir, du changement, le candidat du rassemblement et de la lutte sera à Nantes. C'est l'événement.

Nous comprenons bien que cette campagne extraordinaire menée par le Parti communiste et son candidat n'ait pas l'heur de plaire aux partisans de la société libérale avancée et du consensus, dont « Ouest-France » est un chaud partisan.

Mais, quand la falsification atteint un tel niveau, il convient de relever le défi. Ainsi, Pierre Le Marc écrit dans ce journal, le 4 mars : « Depuis cinq mois, le P.C. n'a pas hésité à employer les méthodes les plus odieuses... son candidat n'a réussi ni à mobiliser son monde, ni à créer une dynamique », ou encore : « rien n'indique que son électoral ait renié l'esprit unitaire... »

C'est un véritable tour de force auquel se livre Pierre Le Marc pour, en si peu de lignes, dire autant de contre-vérités.

Campagne et méthodes odieuses ? Oui ! Celles pratiquées par « Ouest-France » dans cet article, pour citer que lui.

Pierre Le Marc ignore aujourd'hui ce que « Ouest-France » a été contraint d'écrire à propos des problèmes de l'immigration et de la drogue (1). « Sur le fond — disait-il — le P.C. a raison mais c'est la forme qui est en cause... » Georges Marchais n'a pas mobilisé son monde ?... Ainsi sont passés sous silence les 400 000 participants aux meetings ; ignorés Brest, Rennes, Cholet, etc. « Ouest-France », Ligot, E. Maire et le P.S. sont restés sans voix devant un tel succès. Passés sous silence les appels des intellectuels des travailleurs des grandes entreprises, des élus, qui vont se développant pour soutenir les 131 propositions de Georges Marchais, seul candidat anti-Giscard présent dans cette élection.

Le Parti communiste, c'est le parti qui, pour atteindre cet objectif de changement, combat résolument pour les conditions d'un mouvement populaire, majoritaire, sur la base duquel s'établira une union de la gauche solide et durable, une union qui devra trouver son prolongement dans un gouvernement communiste et socialiste pour gérer les affaires du pays.

Le 10 avril, avec Georges Marchais, nous ferons la démonstration du rôle, de l'influence, de l'espoir qu'a la classe ouvrière dans le véritable changement. Ce sera aussi une étape pour lui donner le Parti communiste dont elle a besoin.

Pour cela, il n'y a pas un instant à perdre dans le placement de la vignette, l'organisation des transports — un car par cellule en moyenne — pour assurer le placement du livre et la collecte des trente millions d'anciens francs. A cette grande bataille, nous invitons tous nos amis, tous nos lecteurs.

LE 10 AVRIL, NOUS EN REMONTRERONS A « OUEST-FRANCE » !

(1) Pierre Le Marc oublie même ce qu'il a écrit le 12 janvier dans « Ouest-France » — et A. Sauvy le 14 — sur le Parti communiste et l'immigration.

« L'espoir au présent ! »
Georges Marchais

Quel meilleur moyen en effet de préparer le succès du meeting du 10 avril à Nantes, avec Georges Marchais, ce d'engager tout le parti à diffuser largement la vignette et à proposer « L'Espoir au présent ».

« Ouest-France » a choisi son camp. Ce n'est ni celui de la démocratie, ni celui de la liberté. C'est le camp de la guerre froide, du chômage, de la vie chère, de l'abandon national. Le camp des privilégiés, le camp de la bourgeoisie. Mais connaissant aussi la volonté de changement de ses lecteurs, « Ouest-France » leur propose cette bonne vieille roue de secours de la social-démocratie avec son candidat, François Mitterrand.

La bataille est rude. Les communistes seront à la hauteur de l'enjeu.



UN, DEUX, TROIS... DIX ET LE CANDIDAT DU PLEIN EMPLOI

Qui ne connaît pas dans son entourage un, deux, trois jeunes chômeurs, intérimaires ou stagiaires. Le fleau est si important que nous en connaissons chacun plutôt dix qu'un ! C'est là la plus grande tare de ce régime des nantis qui refuse aux jeunes de devenir des travailleurs, qui plonge leur vie dans une impasse.

Pas un hasard que le premier objectif de lutte de Georges Marchais soit de leur rendre leur vie et leur avenir par un métier et un emploi stable. Le candidat du plein emploi sait ce que changer veut dire pour ces jeunes.

D'ailleurs, quel chômeur peut être contre la création de 500 000 emplois par an ? Quel jeune sans formation désapprouve d'avoir les moyens d'apprendre un vrai métier ? Quel intérimaire ne préférerait pas avoir un bon travail stable et intéressant ?

Poser ces questions revient à dire que Georges Marchais est bien leur candidat. Tout le reste n'est que brouillard et embûches mis par les autres pour les empêcher d'y voir clair et d'agir.

C'est là que chaque communiste, vignette du 10 avril à la main, devient un anti-brouillard qui autour de lui gagne un, deux, trois... dix jeunes à faire leurs propositions de Georges Marchais, à soutenir leur candidat.

Et alors, ils seront des milliers qui prendront le chemin de la lutte pour changer, celui qui mène au plein emploi, en passant le 10 avril par le chapiteau, place de la Petite-Hollande, à Nantes, et le 26 par le vote Georges Marchais.

VIGNETTE - ADHÉSION : LE BOND EN AVANT

Le porte à porte géant pour le meeting du 10 avril a commencé. Les premiers résultats ont souvent un caractère exceptionnel.

Dans ce débat en grand avec tous ceux qui veulent le changement, la possibilité existe de faire un bond en avant pour le renforcement du parti. Pas un simple progrès, un bond en avant. Comment pourrait-il en être autrement, si à chaque personne qui prend la vignette est posée la question de l'adhésion.

Il y va de l'ampleur que nous allons donner aux luttes, au rassemblement offensif de toutes les forces qui veulent un vrai changement, une autre société. Les accueillir dans le parti révolutionnaire dans cette période, c'est ce qu'il y a de plus efficace, pour aujourd'hui et pour demain...

Dans leur lutte pour la défense de la santé, de l'hôpital et du cadre de vie, les communistes accueilleront à Saint-Nazaire

Mireille BERTRAND
MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.F.

le 9 MARS

Elle visitera l'Hôpital et rencontrera les travailleurs hospitaliers, les médecins, les associations du cadre de vie et d'handicapés.

FOIRE EXPO

ST NAZAIRE du 28 MARS AU 6 AVRIL

cinéma

LES NOUVEAUTES DE LA SEMAINE

- ALLONS Z'ENFANTS — Film français d'Yves Boisset, avec Lucien Bréard, Alice Berland, Riton Liebman, Jean Carmet, Jean-Marc Thibault. D'après le roman d'Yves G. Broux.
- CARE EXPRESS — Film italien de Nanni Loy, avec Nino Manfredi, Azzurro.
- LA FEMME A ADRIATTE — Film français d'Alain Boualem, avec Jean-Jacques Fabry, Lise Germain, Agnès Chazotte, Patrick Bouillon.
- TU FAIS PAS LE POIDS SHE RIF — Film américain de Hal Needham, interprété par Gary Busey.
- LA FEMME A ADRIATTE — Film de Paul Verah (1981), avec Humprey Bogart, Zora Moler, Ted de Corsia, Everett Slovic, Patricia Aulter, Susan Caber.
- EDITIONS SPECIALES RENCONTRE TRÈS 18ème TYPE — Prolongement par Steven Spielberg, de son premier « Rencontres du troisième type », avec les mêmes acteurs: Richard Dreyfus, François Truffaut, John Wood, Teri Garr.
- EUGENIO — Film de Luigi Comolli, avec Savitro Marcuzzi, Dina Saeed, Luciano Burtini, Françoise Brétillon, Catherine Deneuve, Richard Dreyfus, François Truffaut, John Wood, Teri Garr.
- CHANGEMENT D'ADRESSES — Film américain de Richard Linklater, avec Anthony Hopkins, Shirley Dull, Anthony Quinn, Shirley Dull.
- UN ETRANGE VOYAGE — Film d'Alain Cavalier avec Jean Richey, Roger Carlier, Catherine Deneuve, Georges Villain, avec Francis Ford Coppola, Jean-Claude Biette, Bernadette Lafont, Evelyne Bayle.
- HOUSTON, TEXAS — Film français de François Reichenbach à l'œuvre d'un des meilleurs documentaristes français.

APOLLO
5 SALLES,
5 FILMS

UNE SALE AFFAIRE

LE CHINOIS LES SURDOUES DE LA PREMIERE COMPAGNIE

LA COCCINELLE A MEXICO

BRUBAKER HARLEQUIN

(Interdit aux moins de 13 ans)

ARIEL 2 SALLES

HURLEMENTS

(Interdit aux moins de 13 ans)

● 2 films « HARD » au même programme
fait redoublé (interdit aux moins de 18 ans)

● LUCRICE, ADOLESCENTE CURIEUSE
● SALOPES ET VICIEUSES

Gaumont

Le Cinéma des Enfants

CHAQUE MERCREDI :
1 FILM à 10 F

MERCREDI PROCHAIN :
LA BALLADE DES DALTONS

VIENS CHEZ MOI J'HABITE CHEZ UNE COPINE

LA BOUM	FLASH GORDON
CAFE EXPRESS	L'EDITION SPECIALE RENCONTRES DU 3 ^e TYPE
LE ROI DES CONS	

UN FILM DE YVES BOISSET

ALLONS Z'ENFANTS

avec YVES BOISSET, ALLONS Z'ENFANTS

A L'AFFICHE A NANTES

<p>APOLLO</p> <ul style="list-style-type: none"> 14 h, 16 h 05, 18 h 10, 20 h 15, 22 h 20 1 - UNE SALE AFFAIRE 14 h, 16 h, 18 h 20 h 22 h, plus sabbat, 20 h : LE CHINOIS 14 h, 16 h 10 h 18 h 20 h 22 h 24 h, plus sabbat, 20 h : LA COCCINELLE A MEXICO, 22 h 05, plus sabbat, 20 h 05 : ARIELQUE 13 h 55, 16 h 30, 19 h 55, 22 h 20, plus sabbat, 9 h 50 : BRUBAKER <p>ARIEL</p> <ul style="list-style-type: none"> 14 h, 16 h, 20 h, 22 h 30, plus sabbat, 24 h : HURLEMENTS 1 - RENCONTRE TRÈS 18ème TYPE 14 h, 16 h, 20 h, 22 h 30 : LUCRICE, ADOLESCENTE CURIEUSE 14 h, 16 h, 20 h, 22 h 30 : BRUBAKER <p>COLISEE (14 h 30, 20 h, 22 h 15, 24 h)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 - LA PROVINCIALE 2 - EUGENIO <p>CONDORE</p> <ul style="list-style-type: none"> 20 h plus dim, 14 h : HAROLD ET MAUD, 16 h : LE EXORCISME 20 h plus dim, 14 h : MON ONCLE D'AMERIQUE, 16 h : MORT A VENISE 20 h plus dim, 14 h : MON ONCLE D'AMERIQUE, 16 h : MORT A VENISE 22 h 15, 24 h dim, 16 h : CLAUDE ET ANTOINETTE 22 h 15, plus dim, 14 h : LE DERBIEN 22 h 30 plus dim, 16 h : PHANTOM OF THE PARADISE 	<p>GAUMONT</p> <ul style="list-style-type: none"> 14 h 20 h 22 h 45 20 h 45 22 h 45 1 - LE ROI DES CONS 13 h 30, 16 h, 20 h 22 h 24 h 26 h 30 1 - VIENS CHEZ MOI J'HABITE CHEZ UNE COPINE 14 h, 16 h 18 h 20 h 22 h 24 h 26 h 30 3 - LA BOUM, 18 h 45, 19 h 45, 22 h 30 1 - ALLONS Z'ENFANTS 13 h 30, 16 h 30, 19 h 30, 22 h 30 1 - L'EDITION SPECIALE RENCONTRES DU TROISIEME TYPE 14 h, 16 h 18 h 20 h 22 h 24 h 26 h 30 1 - CAFE EXPRESS, 20 h 22 h 24 h 26 h 30 1 - FLASH GORDON 14 h, 16 h 18 h 20 h 22 h 30 1 - LA BOUM <p>RACINE</p> <ul style="list-style-type: none"> 14 h 30, 16 h 30, 20 h 22 h 15, plus dim, 16 h 30 1 - LE BUIX DES VAMPIRES 14 h 30, 16 h 30, 20 h 22 h 15, plus dim, 16 h 30 1 - LE JEU DE LA MORT (Bruce Lee) <p>VERSAILLES</p> <ul style="list-style-type: none"> 14 h 20 h 22 h 45 20 h 45 22 h 45 1 - SE (DOLBY STEREO) 14 h 20 h 22 h 45 20 h 45 22 h 45 1 - LA FEMME A ADRIATTE 20 h plus dim, 14 h : HOUSTON, TEXAS 22 h 15, plus dim, 16 h : SUN SET BOULEVARD <p>OLYMPIA</p> <ul style="list-style-type: none"> mercredi, 15 h : L'ILE AU TRESOR 14 h 30, 16 h 30, 20 h 22 h : REPROSPECTIVE WERNER SCHRÖETER
---	---

Rétrospective Werner Schröeter à l'Olympia

Du 4 au 9 mars, l'Olympia présente une rétrospective Werner Schröeter, réalisateur contemporain qui marque avec quelques autres le renouveau du cinéma outre-Rhin.

Voici le programme de cette rétrospective, qui précède la sortie prochaine à Nantes de « Palermo », présenté au Festival d'Avignon en 1980 et le « Memento » de nombreuses éloges.

Mercredi 4 : à 20 h : « Le règne de Naples », avec Antonio Orlando (1978) à 22 h 15 : « La mort de Maria Malibran », avec Annette Thier, Magdalena Montezuma, Christine Kaufmann, Ingrid Coven, Candy Darling (1971-72)

Judi 5 : à 20 h : « Gika Katappa », avec Carla Aulaulu, Magdalena Montezuma (1969)

à 22 h 30 : « L'ange noir », avec Magdalena Montezuma, Ellen Umbaut (1972-73)

Vendredi 6 : à 20 h 30 : « Les Rocons d'or », avec Magda Lena à Montezuma, Bullo Ogler, Andréa Ferréol, Udo Kler (1975-1976)

Samedi 7 : à 20 h : « Wilton Springs », avec Magdalena Montezuma, Christine Kaufmann, Ilva Hasperg, Michael O'Daneles (1972)

Les conseils municipaux... révélateurs !

L'ensemble des municipalités d'Union des gauches élus en 1977 ont récemment voté leur budget. Il était intéressant de voir, à la veille d'une grande consultation électorale, comment les divers composantes de ces municipalités allaient aborder cette question.

Pour les communistes, le problème était clair. Depuis 1977, ils se sont battus sur tous les fronts pour ne pas faire supporter à la population laborieuse les charges sans cesse croissantes dues à la politique du pouvoir. Citons notamment : la lutte pour le remboursement de la T.V.A. aux communes, pour les Dotations globales de fonctionnement, contre les augmentations des loyers H.L.M., pour l'annulation des transports en commun, contre les saïses, pour l'attribution d'aides maximum aux chômeurs, etc... En un mot, nous avons pu être efficace, s'opposer à la gestion de la crise, imposer un pouvoir et au patronat les reculs.

Pourtout, une seule attitude, un seul langage ! Faire payer, par exemple, au patronat la taxe professionnelle maximum. Il n'en fut pas de même chez tous les partenaires, et notamment les P.S., comme en témoigne la démarche faite par Floch (maire de Rezé, conseiller général) à la préfecture, à la suite d'une brochure de patrons de sa commune.

Il semble bien, à la lumière de l'ensemble des conseils municipaux (en particulier dans les grandes villes du département), que le P.S. a été pris entre sa volonté de faire participer à la veille du scrutin et celle de se placer aux avant-postes de la campagne anti-communiste.

Il en fut ainsi à Saint-Nazaire où le maire se livra à une véritable déclaration de guerre contre l'action du P.C.F. avec comme conception de la démocratie ce qu'appelle, par exemple : « C'est moi qui ordonne les

debats, et je donne la parole à qui je veux. » Cela a mené les élus communistes à quitter la séance et à faire une déclaration (ci-dessous). Dans le débat public qui s'instaura, il interdit ensuite aux représentants de la C.G.T. de s'exprimer.

A St-Herblain, le maire qui avait été sévèrement secouru sur le soutien de Claude Cheysson (député socialiste européen) à la suppression de l'aide alimentaire au Salvador, tenta comme il put, le lendemain, avec le concours de la presse, une énonciation brouillard (page 4).

A Nantes, la presse juge aussi le rôle de faire-valoir du P.S. Ainsi fut escamotée la mise au point sévère que firent les communistes à propos de la déclaration faite lors d'une initiative du M.R.A.P. par le représentant de la Ville de Nantes. De la même façon, furent passés sous silence les critiques formulées par les communistes sur l'ensemble des dossiers et la hâte à l'achèvement de ceux-ci menant pour limiter au maximum la pression fiscale, pour réduire — sinon annuler — l'augmentation des loyers. Et Quest-France « titrait le lendemain « Budget globalement positif », voulant ainsi porter au crédit du

maire les améliorations obtenues, les reculs arrachés par l'action des communistes.

Ainsi, sans entrer dans le détail, tout démontre que le pouvoir, pris à la gorge par le mécontentement que suscite sa politique antisociale, reçoit le soutien de fait, dans la gestion de la crise, d'un P.S. inquiet qui, à la veille du scrutin, fait chaque jour la démonstration, par les déclarations de son candidat ou de ses servants, de son refus de lâcher et de sa composition avec les hommes du capital.



*Ce jour là
soyez rayonnante.*

PRONUPTIA

Pronuptia vous offre son catalogue gratuit.
Place du Commerce, Nantes.
70 avenue de la République, Saint Nazaire.

Déclaration des élus communistes de Saint-Nazaire

Dans une déclaration, lue en ouverture du Conseil municipal, au moment où il s'agit de voter solennellement le budget communal et le contrat sur lequel nous avons été élus ensemble en 1977, contrairement ce que nous avons pu être respecté en votant à chaque fois le budget de la commune et en participant activement à la vie communale. Le maire vient de mettre en cause la liberté d'expression et d'action des élus et des organisations du Parti communiste.

Nos actions sont dirigées contre le pouvoir et sa politique, à la suite de la pétition de Quest-France « titrait le lendemain « Budget globalement positif », voulant ainsi porter au crédit du

Par son attitude, le maire a apporté la preuve du refus de la lutte déterminée pour l'amélioration du service public de santé.

Le groupe communiste reste fidèle à la déclaration faite par G. Marchais en 1977 à l'Hôtel de Ville de Nantes en présence du maire de Nantes, et qui rappelle la volonté des élus communistes de respecter le contrat communal, en même temps qu'ils entendent garder leur entière liberté d'expression et d'action, ce que nous n'avons jamais manqué de rappeler dans cet assemblée. C'est dans cet esprit que nous avons quitté la salle du Conseil, la suspension de séance nous ayant été refusée.

NANTES : Au Conseil Municipal du 27 Février

Ce deuxième Conseil de l'année marqua le moment le plus important de la vie municipale, celui du vote du budget primitif.

Mais avant de commencer l'ordre du jour, Jean-Yves Coupel faisait une importante déclaration de politique générale, en présence du représentant officiel du maire de Nantes, se permettant d'insulter le Parti communiste français. Notre camarade devait rappeler grandement la liberté de la presse, les communistes en matière d'immigration.

Aux P.S. approuvés, sans grosses difficultés, 47 dossiers, les élus abordèrent le budget.

Assumant leurs responsabilités de manière constructive, les élus communistes devaient marquer par un vote positif leur approbation sur la globalité de la politique envisagée par le maire de Saint-Nazaire.

L'importance des réalisations prévues dans le plan quadriennal en matière d'investissements culturels : musée, bibliothèque municipale, école des Beaux-Arts, équipements sportifs et pour la jeunesse. Ces réalisations s'accompagnent du souci constant de la commune de conserver une bonne gestion des deniers publics.

De même, Michel Moreau marqua sa satisfaction de voir se réaliser, en ce qui concerne les grands objectifs d'investissement de son secteur : crèches, haltes-gardiennes, foyers-restaurants, etc... Cependant, l'augmentation de la part de l'aide sociale en 1981 reste la marque des ravages causés par la politique du

gouvernement, notre maire-adjoint devait déclarer : « Notre budget lui aussi est frappé de plein fouet par la situation économique et sociale... Dans cette République des cadeaux et des châteaux, les tenants du pouvoir manquent de pudeur ».

Un exemple, la Commission de secours du centre communal d'action sociale a vu le nombre de ses dossiers passer de 630 à 2154, soit + 350 % de 1977 à ce jour. Ainsi s'achève ce Conseil, il venait de faire la preuve, une fois de plus, du rôle et de la place indispensable des communistes dans les organes de gestion et les assemblées élues de notre pays.

SAINT-NAZAIRE : Le Maire censure les pompiers C.G.T.

Une délégation CGT des sapeurs-pompiers de St-Nazaire assistait au Conseil municipal du 27 février, pour protester sur le refus de l'explorer, alors que jusqu'à ce moment l'intervention de la cellule du parti autorisé (bibliothèque, chômeurs, etc.).

Pourquoi ? avance la réponse à sa question : « Parce que M. le maire ne voulait sans doute pas discuter sur le refus de la suppression de quatre emplois de sapeurs-pompiers prévus en 1981, suppression que les délégués ont eu la désagréable surprise d'apprendre au cours de cette séance.

Il est indéniable, considère la CGT, que « ces suppressions d'emplois vont avoir des incidences sur : la sécurité de la population et les conditions de travail et de vie des sapeurs-pompiers (conditions de travail et de vie, dont l'amélioration était particulièrement souhaitée par la municipalité dans un récent « Le Nazairien ».

Ce qui conduisit le syndicat à interroger :

« A QUELLE PLACE DOIT-ON METTRE LA SECURITE ? »

En conclusion, le syndicat CGT des sapeurs-pompiers de St-Nazaire déclare : « Le comportement autoritaire du maire nous refusant catégoriquement le droit d'expression, nous aide à comprendre ce qui s'est passé à St-Malo-sur-Mer avec l'affaire de Gérard Pussat, délégué CGT des sapeurs-pompiers, licencié par le maire socialiste de St-Malo ».

"Le mariage en Bretagne" Une exposition au château des Ducs de Bretagne

L'association Buhez, conférence permanente des responsables des collections publiques d'ethnologie et d'histoire bretonnes, présente du 4 au 22 février, au Château des Ducs de Bretagne, à Nantes, une exposition sur le mariage en Bretagne. A l'origine prévue jusqu'au 12 mars, cette exposition sera prolongée jusqu'au dimanche 2 avril. Succès oblige : un seul chiffre : 12 659 visiteurs entre le 19 décembre et le 1^{er} février, soit une moyenne journalière de 351 visiteurs.

Chiffre important, en progression sur celui des expositions précédemment présentées dans le même lieu, et qui l'on peut tirer une constatation : il existe une réelle curiosité du grand public pour ce type de manifestation ; et un regret : il est dommage que des moyens plus amples ne soient pas mis en œuvre pour permettre à cette curiosité pour répondre à cette demande.

Cette fois, les moyens ont été dotés pour aboutir à une exposition qui d'emblée frappe par sa richesse et sa qualité. Encore faut-il préciser qu'il s'agit d'une addition de moyens : c'est en joignant leurs efforts et en regroupant diverses pièces de leurs propres collections que les conservateurs des musées du

Bretagne ont abouti à un tel résultat. Initiative louable, mais qui ne peut faire oublier l'insuffisance des crédits mis à disposition de ces musées d'aux. Au total, une exposition riche : 40 dessins ou gravures illustrant le rituel du mariage passé ; 400 objets, costumes, deux patrimoines qui circulent, deux maisons et deux parents qui se rapprochent. Et toute la communauté locale qui se trouve concernée. L'exposition met bien en évidence ces diverses fonctions du mariage, sociales, économiques, culturelles, sans établir de coupure entre le passé et le présent, tout en montrant le moment de fête, de défilé, le temps du mariage est en dehors de la réalité, plus d'un mariage est célébré de la sorte.

Moment de fête, de défilé, le temps du mariage est en dehors de la réalité, plus d'un mariage est célébré de la sorte.

VERSAILLES

LA SEMAINE PROCHAINE

RAGING BULL

HORAIRES "LES KORRIGANS"

Salle 3 : tous les jours, 14 h 15, 20 h 22 h, plus dim, 16 h 15

Salle 4 : tous les jours, 14 h 15, 20 h 22 h, plus dim, 16 h 15

Salle 5 : tous les jours, 14 h 15, 20 h 22 h, plus dim, 16 h 15

Salle 6 : tous les jours, 14 h 15, 20 h 22 h, plus dim, 16 h 15

Salle 7 : tous les jours, 14 h 15, 20 h 22 h, plus dim, 16 h 15

E. LECLERC

Rte de La Rochelle à REZÉ

SUCCÈS DES 10 JOURS "ANNIVERSAIRE"



C'est fête au Centre LECLERC de la route de la Rochelle, à REZE. Dix jours de prix "ANNIVERSAIRE", du 25 février au 7 mars, avec des promotions à tous les rayons, dans un E. LECLERC géant avec 900 places de parking, des services nouveaux et un bar-caféteria-grill.

« La DINERLE » (ouvert tous les jours, de 9 heures à 22 heures, et le dimanche, de 9 heures à 16 heures). Dix jours d'affaires au Sud-Loire, à ne pas manquer ! Bravo LECLERC !

M.L.H.

NAVALE

Pour imposer de nouveaux reculs au plan Davignon, IL FAIT EMBAUCHER

Au moment où la Loire-Atlantique compte 40 000 chômeurs (28 000 dans la seule agglomération nantaise) l'intention de la direction de Dubignon-Normandie de porter l'horaire hebdomadaire de travail à quarante-six heures est inacceptable.

Pour tenir les délais de fabrication, Dubignon-Normandie doit embaucher. L'ANPE recense aujourd'hui 1 000 chômeurs répondant aux besoins de la Navale. Comment admettre que ces travailleurs continuent d'être privés d'emploi ?

En effet, la Direction de Dubignon-Normandie cherche à annuler le plus possible les effets positifs des nouvelles commandes récemment enregistrées.

La construction navale, activité industrielle de base autour de laquelle s'articule une large part de la vie économique du département continue de subir les assauts du pouvoir et du grand patronat.

Ceux-ci s'acharnent à tenter d'appliquer le Plan Européen de Dubignon qui tend à imposer à notre pays une réduction de 45 % des capacités de production des chantiers navals et de 50 % des effectifs.

Si l'action des communistes, les luttes des travailleurs ont empêché l'application intégrale de ce plan et imposé des commandes de navires qui représentent près de quinze millions d'heures de travail, il est cependant nécessaire de rester vigilant et actifs car la volonté de démantèlement demeure. En témoigne le refus — dans la navale comme dans l'aéronautique — de sous-traiter aux embauches nécessaires pour faire face aux charges de travail.

Aujourd'hui, pour justifier ce refus (logique du

strict point de vue de l'application du plan Davignon), le patronat avance des « solutions » comme « des solutions » comme le recours à la sous-traitance, les heures supplémentaires, etc.

Logiques aussi avec eux-mêmes, les syndicats réformistes (CFDT et FO) et le PS, au-delà de déclarations ronflantes, s'inscrivent, dans les faits, dans le sens du plan Davignon.

LOGIQUES AVEC EUX-MEMES... ET LE PLAN DAVIGNON

Le Parti Socialiste, ses députés Européens, le Socialiste Chevsson (président du titre de « conseiller » dans l'appareil électoral de François Mitterrand) ont dès l'origine approuvé le plan Davignon. Marcel Guibeneuf (responsable CFDT de la branche « navale ») et Jean Lapeyre (Secrétaire Fédéral) ont fait partie de délégations syndicales européennes qui ont eu des réunions avec le Vicomte Davignon dans le cadre de l'élaboration du fameux plan. A la réunion du 2 mars 1978, leur délégation s'est déclarée « d'accord avec les exposés de MM. Davignon et Vredeling ».

Le plan Davignon recommandant : « aux auto-

rités publiques intéressées aux problèmes du secteur (construction navale, un niveau local, national ou communautaire, de mettre l'accent sur la création de nouveaux postes de travail en remplacement de ceux qui seront progressivement éliminés dans la construction navale », on vit tout à tour pouvoir, patronat, PS, CFDT et FO vanter les mérites de la « diversification ».

Le gouvernement annonçait, en octobre 1978 la création d'un « Fonds Spécial d'Adaptation Industrielle » doté de trois milliards de francs, destinés à financer les efforts de diversification. La Loire-Atlantique, avec ses chantiers navals était précisément concernée.

Un mois après, Alsthom-Atlantique annonçait à grand tapage trois futures créations d'entreprises (toutes mortes-nées).

En décembre 1979, R. Schulz, PDG d'Alsthom-Atlantique insistait sur ces diversifications, notamment en « constituant des filiales en commun avec d'autres industriels intéressés, sur la région de Saint-Nazaire en particulier ».

La Fédération des Métaux CFDT insistait en septembre 1979 de son côté sur la nécessité « d'intensifier des productions » dans la navale.

Le PS, pour sa part, avait, dès avril 1976, abondé en ce sens en condamnant avec la majorité réactionnaire du Conseil Général la construction navale en rivière (et donc Dubignon) et en appelant à diversifier l'emploi pour faire passer la pilule.

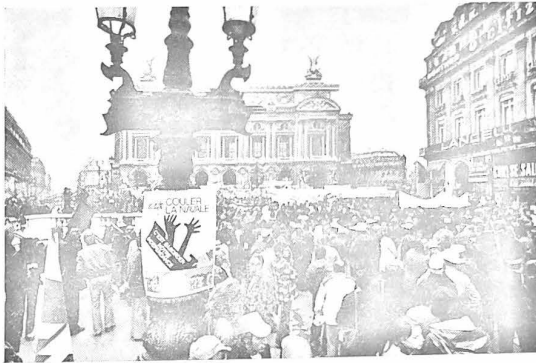
M. Guibeneuf, pour sa part, le 6 novembre 1979 au cours d'une rencontre avec le Ministre des Transports, regrettait que les patrons n'aient « pas pris les moyens » de réaliser ces diversifications.

On le voit, le Vicomte Davignon ne manquait pas d'avocats sur le terrain pour aider à mettre en oeuvre son plan de démantèlement !

Il est bon pour les travailleurs, notre région, la France, que les communistes aient développé une grande bataille pour montrer qu'on contraindre la construction navale française pouvait connaître un grand essor. En rendant publique à St-Nazaire, le 11 novembre 77, les propositions du PCF pour développer notre

marine marchande et notre construction navale. Georges Marchais montrait qu'il était possible et nécessaire de « construire une flotte conforme à nos besoins ».

Les quinze millions d'heures de travail arrachées depuis montrent — même si ça ne fait pas le compte — la justesse de notre analyse et les possibilités réelles de succès mais elles ne correspondent pas à nos besoins de développement de la flotte française.



SALVADOR

LA SOLIDARITÉ EXIGE DES ACTES

Nous nous sommes fait l'écho, la semaine dernière, du débat qui s'instaura au Conseil municipal de Saint-Herblain à propos de l'aide financière en faveur de la mise en évidence du double langage du P.S., le maire, J.M. Ayraud, tenta de faire diversion avec le contours de la presse.

Dans une lettre qu'elle lui a adressée le 20 février, notre camarade Pierrette Brémont, maire-adjoint, met les choses au point et rappelle les faits en citant notamment le journal « Le Monde », peu suspect de sympathie à notre égard.

Lundi 16 : La Commission décide d'accorder une aide d'urgence de 400 000 francs (2 000 tonnes) en faveur des populations victimes de la guerre civile au Salvador et ce à l'appel des organisations humanitaires opérant sur le terrain. C'est bien la Commission qui est compétente.

Elle décide en outre de compléter l'aide financière par une aide alimentaire d'urgence mais selon les statuts de la C.E.E. cette dernière aide en nature (2 000 tonnes de lait, céréales, 200 tonnes de produits divers) doit être octroyée par les gouvernements. La Commission ne pouvant que proposer l'article cité en annexe.

Il y a bien deux choses : une aide financière de la compétence de la Commission, une aide alimentaire de la compétence des gouvernements. Le 17 mars, M. Engelberger, envoyé du général Haig, s'entretenant avec M. Thorn et lui demandant de pas mettre à l'exécution ce projet afin « de ne pas soulager la pression qui s'exerce sur les forces de

gauche... » (Le Monde, même article), autrement dit l'envoyé de Reagan demande de ne pas aider le peuple salvadorien en lutte contre l'impérialisme.

Ph. Lemaître qui n'est pourtant pas suspect, pas plus que son journal de crypto-communiste, ajoute : « Il reste maintenant à voir si elle va revenir sur sa décision (la Commission) ou bien en différencier l'exécution ».

La Commission délibère. Cette Commission composée de représentants des partis de droite et des partis socialistes européens (dont Claude Chevsson, commissaire français, membre du Parti socialiste européen) l'envoyé de Reagan une décision prise la veille à la demande des organisations humanitaires.

Le 19 : M. Maxime Gremetz, député au Parlement européen, dans « L'Humanité », dans une déclaration solennelle intitulée « acte honteux », dénonce l'opération en préparation et appelle les travailleurs et tous les démocrates à faire pression sur leurs gouvernements respectifs et sur celui de la C.E.E. pour faire échouer l'opération.

En un mot, on parle de l'aide prévue soit bien maintenant, soit plus tard. La solidarité exige des actes. Comme dans le Brevet de la suspension de l'aide humanitaire au Vietnam et au Cambodge.

« Cet article — c'est un fait — a mis en difficulté les représentants des gouvernements européens, notamment social-

democrates (éditorial du Monde des 22 et 23-2-81 - 5^e paragraphe) et la Commission semble avoir fait machine arrière.

D'où cette avalanche de déclarations de M. Thorn, de M. Chevsson qui se retranchent derrière « les gouvernements trancheront... ».

Ceci dit, c'est un demi-recul : elle n'ose plus prendre seule la responsabilité de cet acte infâme.

L'information parue dans « L'Humanité » est donc juste et a contribué à faire éclater le scandale en préparation.

Nous, les communistes, et tous les démocrates conséquents, ne pouvons que nous en féliciter. Ceci dit, la pression terrible continue et notamment le gouvernement français par la personne de M. François Poncet s'aligne sur Washington.

Pierrette BRÉMONT.

AUJOURD'HUI, ILS CONTINUENT !

S'inscrivent toujours, dans les faits, dans une démarche rejointant le plan Davignon, le CFDT aujourd'hui, plutôt que de donner à son action le

chancier de la France », en RFA, la CFDT développe les nécessités des mutations d'un chantier dans l'autre.

Indispensable sont traités, y compris avec Alsthom-Atlantique.

Tout est fait pour décourager, démoréaliser, boucher les perspectives.

Toute autre est la démarche des communistes qui considèrent les succès comme un tremplin pour aller plus loin et qui appellent au renforcement de la lutte pour l'embauche. Et le fait qu'une nouvelle fois, dans cette bataille conforme aux intérêts des travailleurs, « pour que vive la navale », le CFDT et le PS se retrouvent dans les faits, aux côtés des patrons doit donner à réfléchir sur ce qu'est la réalité du recentrage, du consensus et du « coup de barre » à droite.

en bref - en bref - en bref

■ A la « Mécanique » et à la « Navale » d'Alsthom-Atlantique à Saint-Nazaire, un débrayage a eu lieu jeudi dernier à l'appel de la C.G.T. dans le cadre de la semaine nationale d'action de la métallurgie. Les travailleurs ont marqué leur refus de voir l'atelier de chaudronnerie maintenu en activité en les ouvriers des petites et moyennes entreprises de la métallurgie nazairienne se sont joints au mouvement et ont manifesté au pont sur l'estuaire.

■ 80 signatures d'emplois chez Ugine-Kuhlmann à Paimbeuf, telle est la décision de la direction de la multinationale P.U.K., qui arrêtera sans doute l'atelier de sulfamiques-sulfates. Un millier sur l'ensemble du territoire où les effectifs viennent de passer en quelques années de 18 000 à 14 000. A Paimbeuf, on comptait 750 travailleurs, ils ne seront plus que 450 à la fin de l'année.

■ Une nouvelle fois, affirmant les syndicats, la stratégie de P.U.K. « consiste à se débarrasser des activités de sa branche chimie pour investir dans d'autres secteurs où les profits sont plus importants ».

■ La semaine dernière, les employés de l'Office Central d'Hygiène sociale ont fait grève pour la garantie de leur statut de travail. Les centres

de Nantes, Saint-Nazaire et Pontchâteau ont particulièrement été touchés par ce mouvement.

■ Les travailleurs de « Chantiers Modernes » à Donges, employés à la raffinerie Elf sur des travaux de modernisation, étaient en grève mardi pour le respect de la loi sur les « intempéries » sur les chantiers publics et de génie civil. Ceux-ci bloquaient les portes de la raffinerie, empêchant tous les trafics. Ils ont reçu le soutien du syndicat C.G.T. de la construction.

■ Le Débrayage à « La Presqu'île Guérandaise », ce mardi 13 mars, a été suivi par des ouvriers du livre, à l'appel de leur syndicat C.G.T., contre les sanctions prises à l'encontre de cinq d'entre eux.

■ A la D.D.A.S.S. à Nantes, les salariés curiers, cadres et employés ont débrayé de 10 heures à 16 h 30, lundi de la semaine passée, à l'appel de leur syndicat C.G.T., pour protester contre une mesure administrative « injuste et arbitraire ». L'encontre d'une secrétaire stataire.

■ A la S.O.A.F. à Ste-Luce, les salariés curiers, cadres et employés ont débrayé de 10 heures à 16 h 30, lundi de la semaine passée, à l'appel de leur syndicat C.G.T., pour protester contre une mesure administrative « injuste et arbitraire ». L'encontre d'une secrétaire stataire.

LES CARAVANES DE TOURISME

(suite de la page 3)

poré) un deuxième modèle, mes 3,90 m de même confort que sa seule aînée, la 4,50 m. Par ailleurs, l'ensemble de la gamme est revue, tant dans la forme, les dimensions, l'aménagement, le confort.

MESSAGE

Marque française de grande finition, entièrement conçue en France, elle se caractérise par l'avant et l'arrière. On distingue trois gammes et seize modèles de 3,07 m à 5,47 m. Six nouveautés, qui se caractérisent par l'appartenance de chambres d'enfants en modèle 4,35 m.

MUNSTERLAND

Caravane allemande de haute finition et de grand confort possédant un équipement complet. Elle se présente en trois séries de 3,90 m à 5,40 m (sept modèles), de 3,80 m à 6,60 m, LUXE (neuf modèles) et de 4,10 m à 7,80 m et LORD (quatre modèles de 5,20 m à 7,80 m).

PILOTE

La marque locale présente neuf modèles de caravanes en 3,50 m à 5,90 m, 4,40 m, 5,50 m et 6,80 m. Tous ces modèles sont munis d'un recul automatique (sauf les 5,50 m et 6,80 m), d'un châssis galvanisé à chaud anti-corrosion, d'un système de suspension largement dimensionné, d'un isolation maximum, et répondant aux normes les plus avancées en matière de sécurité tant extérieure qu'intérieure. Une nouveauté, une 5,80 m à double essieu, tout confort.

ROLLER

Grande marque italienne, en quarante modèles et trois gam-

STAR

Grande marque française de caravanes, construites à Saint-Étienne. Elle se caractérise par sa finition très soignée. On en distingue quatorze modèles de 3,10 m à 9,40 m (modèle inarticulable). La technique de construction ISOSTAR assure une robustesse, une longévité et une isothermie à toute épreuve, tout en conservant le maximum de légèreté. Des équipements complets sur l'ensemble de la gamme.

STERCKEMAN

Sterckeman présente quatre séries de caravanes et vingt-sept modèles, tous possédant à la base la même technique de fabrication, le même matériau (thermo-collage de matériaux - innovation 1981). Seul l'équipement les différencie.

TESSERAULT

Trois séries chez TESSERAULT : « Farandole » six modèles, « Grand Tourisme » avec huit modèles, et « avec quatre » avec quatre modèles. Tesserault construit ses caravanes sur une traditionnelle ossature bois et les pose à la laine de verre, mais avec un isolant quasi-artificial. Une nouveauté, une 5,80 m à double essieu, tout confort.

LES MOTARDS ONT RAISON

500 motards ont manifesté samedi dernier à l'appel de la Fédération départementale des motards en colère. Ils ont ainsi confirmé avec éclat leur volonté de continuer à boycotter la vignette motard et de s'opposer à la création d'une éventuelle supervignette.

On ne le dira jamais assez, leur lutte a été et sera toujours justifiée. La vignette motard, c'est un véhicule de loisir. Bien au contraire, chacun sait bien aujourd'hui qu'elle est aussi pour la très grande majorité des motards un véhicule utilitaire. Les motards ne sont pas des privilégiés. Beaucoup d'entre eux disposent de revenus modestes, beaucoup sont des jeunes travailleurs subissant déjà de plein fouet les effets de la politique giscardienne. C'est dire la somme de sacrifices que demandent de leur part l'achat puis l'entretien d'une moto.

De plus, les motards ne luttent pas pour eux seuls. Lorsqu'ils dénoncent le prix du carburant et le coût de l'exercice à l'aide des péages autoroutiers par les sociétés de travaux publics, ils défendent des intérêts qui sont aussi ceux des automobilistes, en particulier les plus modestes, ceux pour

qui prendre la voiture est toujours une nécessité, mais une nécessité de plus en plus onéreuse.

Au moment où la politique des patrons et de V. Giscard d'Estaing atteint

aussi l'automobile, on ne peut que soutenir la lutte des motards et se réjouir de la détermination qu'ils montrent. Ils savent pouvoir compter sur l'appui actif des communistes.



LE 10 MARS A PARIS

Avec la C.G.T., des retraités actifs, dans le combat social

Le 10 mars à Paris, dans le cadre de la semaine d'action sur les retraites, organisée par la C.G.T. et son Union Confédérale. Retraités, des dizaines de milliers de retraités venus de tous les coins de France, se rassembleront à la République et défilent ensuite, jusqu'à la Bastille.

Parmi ceux-là, ils seront 4 500 des Pays de Loire, des milliers de Loire-Atlantique.

Dores et déjà, cette manifestation promet d'être imposante et sans précédent, d'autant qu'elle se situera dans le prolongement d'initiatives multiples qui, durant plusieurs mois, ont mis en mouvement un nombre jamais atteint de retraités dans des actions diverses s'articulant souvent avec les luttes des travailleurs actifs.

Sept millions de retraités et pré-retraités en France, 2,6 millions dans le Pays de Loire, dont désormais beaucoup ont moins de soixante-

ans, aspirent à vivre entièrement leur retraite, à la vie mieux et vont crier, le 10 mars, cette exigence.

Le 10 mars sera une grande, une très grande manifestation. Elle ne sera pas sans suites.

Un débat tend d'écrire dans un raccourci qu'un tribunal « révolutionnaire » — et c'est sans doute trop d'honneur — a été créé à Marie-Antoinette qui a formé, mise en place et détruite.

En fait, de quoi s'agit-il ? On a assisté à une longue lecture d'un acte d'accusation comportant — péle-mêle — des appréciations de caractère personnel et de caractère administratif.

Une défense qui ne possédait pas le dossier lu par le président et qui a utilisé cette situation — un président au sourire figé visiblement mal à l'aise.

On a saisi, avec un zèle plus significatif que le vote à bulletins secrets. Le fond de l'affaire reste donc en l'état, encore que la lecture de l'acte d'accusation rend au moins une chose très claire : c'est l'incapacité flagrante du président du Parc régional de Brière à diriger un organisme public. Et dans cette affaire, l'obscurité ne peut suffire.

Par exemple, le président parle d'une table de marbre à 1 million 200 000 francs, mais oublie les milliards qui ont été investis dans le village de Kerhous, au début des années cinquante en mettant de dire que cela était fort de M. Topfer et ses amis, et oublie les trois millions du budget prévus pour les fêtes et cérémonies, le Festival de Kerhinet et autres lieux... parle des frais d'essence, mais oublie les huit millions prévus au budget des transports... « présenter l'argent des contribuables — ce qui n'est certes pas un ental — en qualifiant de l'essentiel, le budget et les charges de fonctionnement que doivent supporter les communes.

C'est pas d'aujourd'hui que nous avons contesté ces énormes dépenses que l'on s'embête découvrir maintenant, mais pourquoi donc si tard ? Sans aucun doute, c'est que l'opposition à l'égard du Parc régional va montant ; ainsi a été utilisée la micro-tentative du président et du personnel du Parc à l'égard de l'autoritarisme du directeur. Il faut francher dans le détail pour tenter de masquer

ainsi qu'aux concessionnaires présents à l'opération spectaculaire de la Direction. Dans ce tract, la C.G.T. explique la situation économique du mécanisme agricole chez Braud, les responsabilités de la Direction et de l'I.D.I. dans l'organisation du bradage des usines de St-Mars-la-Jaille et d'Angers et de ses conséquences sur l'emploi des travailleurs de l'entreprise.

Pour l'U.S.T.M.-C.G.T., les Investissements annoncés, (750 000 millions de francs) doivent permettre de garantir l'emploi pour tous les salariés et permettre à Braud de produire et développer du matériel français qui fait ses preuves.

Parc Régional de Brière

Au delà du « tribunal », la gestion démocratique de la Brière !

Ainsi, mardi dernier, l'assemblée générale du Parc régional de Brière a décidé à la majorité de licencier son directeur.

On se serait tenté d'écrire dans un raccourci qu'un tribunal « révolutionnaire » — et c'est sans doute trop d'honneur — a été créé à Marie-Antoinette qui a formé, mise en place et détruite.

En fait, de quoi s'agit-il ? On a assisté à une longue lecture d'un acte d'accusation comportant — péle-mêle — des appréciations de caractère personnel et de caractère administratif.

Une défense qui ne possédait pas le dossier lu par le président et qui a utilisé cette situation — un président au sourire figé visiblement mal à l'aise.

On a saisi, avec un zèle plus significatif que le vote à bulletins secrets. Le fond de l'affaire reste donc en l'état, encore que la lecture de l'acte d'accusation rend au moins une chose très claire : c'est l'incapacité flagrante du président du Parc régional de Brière à diriger un organisme public. Et dans cette affaire, l'obscurité ne peut suffire.

